
PIERRE ASTIÉ
DOMINIQUE BREILLAT
CÉLINE LAGEOT*

REPÈRES ÉTRANGERS

(1^{er} JUILLET – 30 SEPTEMBRE 2011)

111

AFGHANISTAN

11 août 2011. **Président.** Hamid Karzaï affirme qu'il n'a pas l'intention de se présenter pour un troisième mandat. Certains le soupçonnaient de vouloir faire modifier la Constitution.

20 septembre 2011. **Ancien président.** L'ancien président afghan, Burhanuddin Rabbani, 71 ans, président du Haut Conseil pour la paix en Afghanistan, chargé par le gouvernement de négocier la paix avec les talibans, est tué dans une attaque-suicide. Il avait été président du 28 juin 1992 au 27 septembre 1996, puis à la chute des talibans, du 13 novembre au 22 décembre 2001.

21 août 2011. **Élections.** La Commission électorale indépendante d'Afghanistan annonce avoir invalidé l'élection de neuf députés initialement proclamés élus après les élections

contestées de septembre 2010. Le président Karzaï approuve l'invalidation le 25 août.

ALGÉRIE

11 septembre 2011. **Liberté de la presse.** Le Conseil des ministres adopte plusieurs projets de loi, dont le code de l'information annoncé le 15 avril. Il pose la dépénalisation du droit de la presse, mais en contrepartie prévoit des sanctions financières allant jusqu'à 500 000 dinars (5 000 €) pour certaines infractions, notamment l'« injure », la « diffamation » ou l'offense à chef d'État, algérien ou étranger. Une autorité de régulation sera créée, dont la moitié des membres seront désignés par la profession. Il n'y aura plus d'agrément du ministre de l'Intérieur. L'accès aux sources figurera dans le projet. Les éditeurs de presse devront être algériens et ne pourront posséder plus de deux titres. Cependant l'« atteinte

* Université de Poitiers et CNRS – UMR 6224 CECOJI.

à la sécurité de l'État » reste soumise au code pénal.

ALLEMAGNE

5 juillet et 7 septembre 2011. **Cour constitutionnelle. Grèce.** La Cour constitutionnelle est saisie par cinq universitaires et un député bavarois conservateur au sujet de la conformité des lois allemandes d'aide aux pays de la zone euro avec le traité de Lisbonne et la Loi fondamentale. Sont mis en cause le Fonds européen de Stabilité financière (FESF) et son successeur, le Mécanisme européen de Stabilité (MES) qui entrera en vigueur à partir de 2013, ainsi que l'aide d'urgence à la Grèce. Pour les requérants, parce que les dispositifs s'apparenteraient à un mécanisme de renflouement d'un État-membre, ils violeraient l'article 125 du traité de Lisbonne. Une décision de non-conformité aurait l'effet d'un « séisme européen ».

Le 7 septembre, la Cour valide le déblocage des aides sous réserve d'un contrôle parlementaire plus fort. La loi de 2010 qui oblige le gouvernement à rechercher un accord avec le Bundestag avant d'engager des garanties est insuffisante. Le gouvernement doit obtenir l'accord de la commission du budget. Cependant la Cour veut aller plus loin. Elle affirme qu'« il y a une atteinte au suffrage universel quand le Parlement se dessaisit de sa responsabilité en matière budgétaire d'une façon telle que lui ou le Parlement suivant ne puisse plus exercer sa responsabilité en matière budgétaire ». Les juges ajoutent que l'« on ne peut justifier aucun mécanisme durable reposant sur un traité international s'il aboutit à ce qu'un État doive répondre de décisions prises par d'autres États, surtout quand elles ont des effets difficilement prévisibles ». Cela pourrait remettre en

cause la légalité d'éventuelles euro-obligations. Les juges mettent l'accent sur l'exigence démocratique.

Les députés se prononcent le 29 septembre sur le renforcement du FESF à une écrasante majorité, par 523 voix contre 85 (dont 10 CDU-CSU, 3 FDP, 1 SPD, 1 Vert, 70 Die Linke) et 3 abstentions (dont 1 CDU-CSU et 2 FDP). 315 des 330 députés de la majorité (CDU et FDP) ont voté pour, montrant qu'Angela Merkel dispose toujours d'une majorité. Dans l'opposition, SPD et Verts ont voté pour.

ARABIE SAOUDITE

25 septembre 2011. **Élections municipales. Femmes.** Les femmes ne pourront pas encore voter aux prochaines élections municipales – les deuxièmes depuis celles de 2005 qui avaient innové – destinées à pourvoir la moitié des 285 sièges des conseils municipaux, l'autre moitié, ainsi que les maires, étant nommée par les autorités. Les 5 000 candidats ne seront que des hommes. Cependant, le 25 septembre, le roi Abdallah annonce que les femmes pourront voter aux élections municipales suivantes et qu'elles entreront à partir de 2013 au Majlis Al-Choura, conseil dont les membres sont nommés.

ARGENTINE

14 août 2011. **Élections primaires.** Cristina Fernández de Kirchner, 58 ans, sort victorieuse des élections primaires avec 50,07 % des suffrages. Ses adversaires ont moins de 13 % chacun. Elle devance de 10 millions de voix le candidat radical Ricardo Alfonsín (12,17 %) et l'ex-président péroniste Eduardo Duhalde (12,16 %).

BELARUS

20 juillet 2011. **Peine de mort.** Seul État européen à appliquer la peine de mort, le Belarus exécute deux hommes condamnés à mort pour un triple meurtre.

BELGIQUE

Juillet-septembre 2011. **Crise politique.** Elio Di Rupo, président du ps francophone et « formateur » désigné, donne 72 heures aux partis le 4 juillet pour accepter ou non une négociation sur « un projet d'avenir » avec « des réformes structurelles conçues pour sortir le pays de la crise ». Dans son rapport « un État fédéral plus efficace et des entités plus autonomes », il suggère de larges transferts de compétences aux régions et communautés dans de nouveaux domaines comme la santé, l'emploi. Il admet aussi le principe de la scission de Bruxelles-Hal-Vilvorde, dernier arrondissement électoral et judiciaire bilingue de Belgique.

Il garantit aussi aux francophones qu'on ne touchera pas au caractère unitaire de la sécurité sociale. Il propose un programme de rigueur avec une diminution des dépenses de l'État et l'instauration d'une taxe sur la fortune, ainsi qu'une autre sur les opérations en Bourse. Le nombre des parlementaires fédéraux serait réduit de 15 % et le Sénat deviendrait une « chambre des régions ».

Le 7 juillet, le parti indépendantiste flamand N-VA rejette les propositions Di Rupo alors que la majorité des partis politiques souhaitent négocier sur la base de ces propositions.

Le 8 juillet, Elio Di Rupo demande donc au roi Albert II de le relever de la tâche de former un gouvernement.

Deux partis réclament la dissolution de l'État belge : le Vlaams Belang côté

flamand et le Rassemblement Wallonie France, très minoritaire (RWC), qui souhaite voir la Wallonie et Bruxelles devenir français.

Le 20 juillet, à l'occasion de la fête nationale, Albert II se dit « affligé » par le blocage politique et souligne fermement l'urgence de résoudre cette crise politique.

Elio Di Rupo est confirmé malgré tout le 21 juillet dans son rôle de « formateur ». Le 22 juillet, un accord est obtenu entre huit partis belges. Wouter Beke, président des chrétiens-démocrates flamands (CD&V) est critiqué au sein de son parti et par le N-VA de Bart de Wever. Les négociations ne reprennent qu'à la mi-août.

Le 16 août, au 429^e jour de crise, les huit partis commencent leurs discussions sous la direction d'Elio Di Rupo. Le 14 septembre, la crise connaît un tournant. Les partis politiques se réunissent d'urgence, le roi interrompant ses vacances à Nice. Le Premier ministre Yves Leterme, démissionnaire depuis quinze mois mais dont le gouvernement gère les affaires courantes, fixe un terme à ses fonctions car il annonce, le 13 septembre, qu'il doit devenir secrétaire général adjoint de l'OCDE. De son côté, Elio Di Rupo, « formateur » du gouvernement, met sa démission dans la balance en convoquant cette réunion d'urgence.

Un compromis semble intervenir le 16 septembre. L'arrondissement de Bruxelles-Hal-Vilvorde sera scindé, sans élargissement de Bruxelles. Les francophones pourront voter soit à Bruxelles, soit sur une liste locale. Le Sénat ne comportera plus d'élus directs, mais deviendra une assemblée de représentants des trois régions. Ce serait sans doute un premier pas vers une réforme plus vaste.

Avec un gouvernement expédiant les affaires courantes, la Belgique parvient

à « survivre », en raison du fédéralisme qui fait que les entités fédérées – communautés et régions – assument de nombreuses fonctions. On dépasse souvent la stricte notion d'« affaires courantes ».

Dénonçant les concessions faites dans le cadre de l'accord partiel du 15 septembre, le parti francophone libéral belge, le Mouvement réformateur, voit la sécession de sa branche la plus radicale. Les délégués du parti des Fédéralistes démocrates francophones (FDF) décident la fin de l'union qu'ils formaient depuis dix-huit ans avec les libéraux au sein du MR.

114 Pourtant l'horizon semble s'éclaircir avec un accord pour régler les flux financiers entre les différentes régions.

BÉNIN

18 août 2011. **Peine de mort.** Par 54 voix contre 5 et 6 abstentions, le Bénin adhère au protocole additionnel au Pacte de l'ONU sur les droits civils et politiques relatif à l'abolition de la peine de mort. Une fois de plus le Bénin se montre audacieux en matière de démocratie.

BIRMANIE

Juillet 2011. **Opposition.** Aung San Suu Kyi effectue son premier voyage depuis sa libération, dans le centre du pays.

Le numéro deux de l'ambassade à Washington, Kyaw Win demande l'asile politique début juillet.

Aung San Suu Kyi participe à la Journée des martyrs le 19 juillet, conviée par le régime, mais sous haute surveillance, rendant hommage à son père, Aung San, Premier ministre assassiné le 19 juillet 1947 avec six de ses ministres par des paramilitaires.

Le 25 juillet, Aung San Suu Kyi s'entretient pour la première fois avec Aung Kyi, ministre du Travail du nouveau

gouvernement « civil ». Est-ce en lien avec le souhait de la Birmanie de prendre la présidence de l'ASEAN en 2014 ?

Le 28 juillet, dans une lettre ouverte au nouveau président, Aung San Suu Kyi appelle à un cessez-le-feu entre l'armée et plusieurs groupes rebelles.

Le 14 août, elle se rend à Pegu, premier déplacement « politique » en province.

Pour la première fois, Aung San Suu Kyi rencontre le président Thein Sein le 19 août dans la capitale Naypyidaw. Elle considère qu'il y a des « évolutions positives ».

Le rapporteur spécial de l'ONU sur les droits de l'homme, Tomas Ojea Quintana, est en mission en Birmanie à partir du 21 août.

La Birmanie met en place une commission nationale sur les droits de l'homme qui serait composée de 15 anciens ambassadeurs, responsables gouvernementaux et scientifiques.

La police birmane empêche la tenue d'une manifestation le 26 septembre à Rangoon pour le quatrième anniversaire de la répression sanglante de la « révolte safran ».

Pour la troisième fois en deux mois, Aung San Suu Kyi rencontre, le 30 septembre, le ministre du Travail, Aung Kyi. Celui-ci s'est dit prêt à travailler avec la LND, le parti dissous de l'opposition.

BOLIVIE

15 août 2011. **Indiens.** 600 Indiens entament une marche de quarante jours de Trinidad à La Paz, pour protester contre un projet de route financé par le Brésil et traversant une zone écologiquement sensible de un million d'hectares. Le 24 septembre quatre policiers sont blessés, dans des heurts, dans le Nord-Est où vivent plus de 50 000 Indiens Moxenos, Ura-kares et Chimanes.

Le ministre de la Défense Maria Cecilia Chacón démissionne le 26 septembre. Le lendemain, le ministre de l'Intérieur Sacha Llorenti Soliz fait de même. Ils sont remplacés par Rubén Saavedra et Wilfredo Chávez.

Le président Morales cède aux revendications des Indiens qui constituent une partie de sa base électorale, et annonce le 26 septembre la suspension du projet de route controversé estimant que ces manifestations sont « un avertissement du peuple bolivien ».

DANEMARK

15 septembre 2011. **Élections législatives.** Le Danemark est gouverné depuis 2001 par un gouvernement conservateur-libéral qui unit le Parti libéral et le Parti

conservateur (KF), minoritaire et devant être appuyé par le Parti du peuple danois, extrême droite, dirigé par Pia Kjaersgaard. Les élections au Folketing qui comprend 179 élus pour quatre ans à la représentation proportionnelle ont lieu le 15 septembre.

Le Bloc rouge mené par Helle Thorning-Schmidt, 44 ans, épouse du fils de l'ancien leader travailliste britannique Neil Kinnock, et qui comprend quatre partis (Parti social-démocrate; Parti social-libéral; Parti socialiste populaire; Liste de l'Unité) l'emporte après dix ans de pouvoir de la droite, recueillant 50,2 % des suffrages et 89 sièges, soit une progression de 8 élus, le Bloc bleu, regroupant la droite (Parti libéral, Parti du peuple danois, Alliance libérale et Parti conservateur) ayant

Élections législatives au Danemark

Inscrits	4 079 910		
Votants	3 579 675 (87,7 %) (+ 1,2)		
Blancs ou nuls	34 307 (1,0)		
Suffrages exprimés	3 545 368		
<i>Partis</i>	<i>voix</i>	<i>%</i>	<i>sièges</i>
V (Venstre) (Parti libéral)	947 725	26,7 (+ 0,5)	47 (+ 1)
Parti social-démocrate	879 615	24,8 (- 0,7)	44 (- 1)
Parti du peuple danois	436 726	12,3 (- 1,6)	22 (- 3)
Parti social-libéral danois (Radikale Venstre)	336 698	9,5 (+ 4,4)	17 (+ 8)
Parti populaire socialiste	326 192	9,2 (- 3,8)	16 (- 6)
Liste de l'Unité-Alliance Rouge-Verte	236 860	6,7 (+ 4,5)	12 (+ 8)
Alliance libérale	176 585	5,0 (+ 2,2)	9 (+ 4)
Parti populaire conservateur	175 047	4,9 (- 5,5)	8 (- 10)
Démocrates chrétiens	28 070		0,8 (0)
Indépendants	1 850		0,1 (0)
Élus des Feroe et du Groenland			4

49,7 % des voix et 86 élus. Aucun bloc n'a la majorité absolue qui est de 90 sièges. Pour la première fois, une femme sera Premier ministre. Pourtant, son parti obtient, avec 24,8 % (- 0,6) le plus mauvais résultat de son histoire. Il a 44 élus. Son principal allié, le Parti socialiste populaire, avec 9,2 % recule fortement (- 3,8 %) à 16 députés. La victoire vient des deux autres alliés, la Liste de l'Unité (6,7 %) avec 12 élus, à l'extrême gauche qui triple son résultat, et le parti radical (libéraux sociaux) qui double son résultat avec 9,5 % et 17 élus. Les libéraux (Venstre) avec 26,7 % sont en tête et ont 47 des 175 sièges, le Parti du peuple, populiste, conserve sa troisième place avec 12,9 % et 22 élus, malgré un léger recul. L'Alliance libérale recueille 5 % et 9 sièges, et le parti conservateur populaire 4,9 % et 8 sièges.

Au Groenland il y a 1 élu Inuit Ataqatigiit et 1 élu Siumut; aux Féroé 1 élu du Parti social-démocrate et 1 du parti de l'Union.

Le bloc rouge, mené par les sociaux-démocrates, a au total 92 sièges sur 179.

Le 16 septembre, le Premier ministre Lars Løkke Rasmussen démissionne et Helle Thorning-Schmidt forme le gouvernement, étant nommée officiellement le 2 octobre. La nouvelle coalition comprend le Parti social-démocrate, le Parti populaire socialiste et les sociaux-libéraux. Villy Soevndal est aux Affaires étrangères, Bjarne Corydon, conseiller économique de Mme Thorning-Schmidt, aux Finances.

ESPAGNE

Juillet-septembre 2011. **Situation économique et sociale.** Les Indignés poursuivent leur action dans des comités de quartier. Les 22 et 23 juillet, des indignés reviennent pour une manifestation le 24 à Madrid.

Le 29 juillet, l'agence Moody's place la note de l'Espagne sous surveillance.

Le 23 août José Luis Zapatero annonce un projet de réforme constitutionnelle instaurant une « règle d'or » budgétaire pour garantir la stabilité budgétaire qui devra s'appliquer tant au « déficit structurel qu'à la dette ». Le Parti populaire y est favorable. La décision gêne les socialistes français. Le déficit sera limité à 0,4 % du PIB. La Constitution disposera que « l'État et les communautés autonomes ne pourront pas s'exposer à un déficit structurel qui dépasse les marges établies par l'Union européenne ». Une loi organique fixera une limite de 0,4 % du PIB d'ici à 2020 (0,26 % pour l'administration centrale et 0,14 % pour les communautés).

Suite au mouvement des Indignés, le président du Congrès des députés, le socialiste José Bono, a présenté un projet de loi visant à la publication du patrimoine des parlementaires. Depuis le 19 juillet, la loi oblige les parlementaires à publier la liste de leurs biens. Depuis le 8 septembre, les informations sont consultables en ligne. Les sites du Congrès sont vite saturés. Il apparaît que de nombreux parlementaires ont voulu profiter de la bulle immobilière.

8 juillet 2011. **Gouvernement. Dissolution.** Le ministre de l'Intérieur Alfredo Pérez Rubalcaba démissionne, ayant été désigné le 9 juillet comme candidat du PSOE pour les élections législatives, est remplacé le 11 juillet par Antonio Camacho. D'autres changements interviennent. Elena Sagado devient vice-présidente pour les Affaires économiques, Manuel Chaves est vice-président pour les Affaires territoriales et José Blanco devient porte-parole du gouvernement.

Devant l'ampleur de la crise et des

manifestations, José Luis Zapatero annonce le 29 juillet la dissolution qui aura lieu le 27 septembre et la tenue d'élections anticipées le 20 novembre 2011.

ESTONIE

29 août 2011. **Élection présidentielle.** Toomas Hendrik Ilves est réélu pour un second mandat par le Riigikogu (Parlement) le 29 août dès le premier tour avec 73 voix sur les 101 du Parlement. Il était soutenu par le Parti de la réforme du Premier ministre Andrus Ansip, l'Union pour la patrie-Res Publica (IRL), membre de la coalition gouvernementale, et le Parti social-démocrate, parti de Toomas Hendrik Ilves, soit 75 députés, ce qui représente 7 de plus que la majorité nécessaire. Pour être élu il fallait obtenir les deux tiers des suffrages, soit 68 voix. Si le Parlement n'y était pas parvenu, un deuxième et un troisième tour auraient été organisés. Si à la suite de ces trois tours aucun des candidats ne recueillait la majorité requise, le président du Riigikogu devrait convoquer le Collège électoral (Valimiskogu), comprenant les 101 députés et les membres des assemblées représentatives des 227 municipalités. Il est le premier président élu par le Parlement depuis 1996, lorsque avait été mis en place ce système.

ÉTATS-UNIS

1^{er} août 2011. **Dettes publiques.** Les Représentants adoptent la loi relevant le plafond de la dette publique. Le 2 août, c'est le tour du Sénat d'avaliser le texte par 74 voix contre 26.

Le 5 août, l'agence de notation Standard & Poor's abaisse la note AAA de la dette américaine à la note inférieure AA+. C'est une première depuis

soixante-dix ans que cette notation est attribuée aux États-Unis.

GRÈCE

Juillet-septembre 2011. **Situation économique.** Le 2 juillet, les ministres des Finances de la zone euro décident de débloquent 12 milliards d'euros.

La BCE craint que, en assouplissant davantage ses règles, elle ne soit traduite devant la CJUE.

Le FMI débloquent 3,2 milliards le 8 juillet.

L'agence Fitch dégrade de trois crans la note souveraine d'Athènes qui passe de B+ à CCC, soit à trois crans de la note DDD, réservée aux émetteurs de dette en défaut de paiement.

Le 21 juillet les chefs d'État et de gouvernement se réunissent à Bruxelles et décident une réduction de la dette grecque, mettant aussi les banques à contribution. C'est un renforcement de la solidarité entre les membres de la zone euro.

Pourtant, le 22 juillet, l'agence de notation Fitch déclare Athènes en défaut de paiement partiel. Le 25 juillet, Moody's décote la Grèce de trois niveaux.

Malgré le plan d'aide, le pays s'enfoncé toujours plus dans la récession.

ITALIE

Juillet 2011. **Premier ministre.** Silvio Berlusconi a assuré qu'il ne serait pas candidat à sa succession en 2013.

Le 9 juillet, la cour d'appel de Milan condamne l'empire Berlusconi Fininvest à payer une amende de 560 millions d'euros au groupe concurrent CIR appartenant à Carlo De Benedetti. La Fininvest est reconnue coupable de corruption d'un juge et de plusieurs avocats afin de prendre le contrôle de

l'éditeur Mondadori. C'est un coup dur pour l'image de Fininvest et de son patron.

Le 20 juillet, à la suite d'un vote à bulletins secrets, la Chambre des députés lève l'immunité parlementaire d'Alfonso Papa, député de la majorité, proche de Silvio Berlusconi, demandée par le parquet de Naples. Il est impliqué dans une affaire de trafic d'influence et de corruption. La levée de l'immunité est rarissime en Italie. Il n'y a eu que cinq cas. Dans cette affaire, le Premier ministre n'a pas été pleinement soutenu par la Ligue du Nord, dont la moitié des députés ont voté pour l'arrestation.

118

Silvio Berlusconi se trouve encore impliqué dans un scandale. La police arrête un homme soupçonné d'avoir extorqué de l'argent au Premier ministre en échange d'un faux témoignage dans une affaire sexuelle. Dans des enregistrements, Berlusconi parle à propos de l'Italie d'un « pays de merde qui [lui] donne envie de vomir ».

20 septembre 2011. **Situation économique.** L'agence de notation Standard & Poor's abaisse d'un cran, de A+ à A la note de l'Italie.

JAPON

26 août 2011. **Premier ministre.** Le Parti démocrate japonais fait pression sur Naoto Kan pour qu'il démissionne. Il avait maladroitement annoncé sa future démission en juin, en pleine gestion de la catastrophe de Fukushima. Le 23 août, le ministre des Affaires étrangères Seiji Maehara, très populaire, pose sa candidature.

Le 29 août les parlementaires du PDJ désignent leur nouveau dirigeant. Après deux tours de scrutin, Yoshihiko Noda, 54 ans, est désigné comme président du Parti démocrate du Japon avec 215 voix

sur 392 exprimées. Il est élu Premier ministre le 30 août.

LETTONIE

8 et 23 juillet 2011. **Président de la République. Référendum.** Andris Berzins prend ses fonctions de président.

94,8 % des électeurs approuvent le 23 juillet la dissolution du Parlement demandée par l'ex-président Zatlers le 28 mai après que la Chambre a refusé de lever l'immunité d'un député accusé de corruption. Pour être effective, la dissolution devait être confirmée par référendum. Si les Lettons avaient voté non, le chef de l'État aurait dû démissionner et le Parlement aurait été maintenu.

La participation n'a été que de 44,73 %.

Référendum en Lettonie

Inscrits	1 542 593	
Votants	689 823	(44,73 %)
Blancs et nuls	1 476	(0,21 %)
Suffrages exprimés	44,73 %	
<hr/>		
OUI	650 518	(94,3 %)
NON	37 829	(5,48 %)

17 septembre 2011. **Élections législatives.** Les 100 députés de la Saeima sont renouvelés suite au référendum du 23 juillet. Quinze partis (les trois partis de la coalition Unité (Vienotiba) du Premier ministre Valdis Dombrovskis, les trois partis de l'Alliance du Centre de l'harmonie, l'Union des Verts et des paysans, membre de la coalition, les six partis de la coalition Pour une bonne Lettonie et les deux partis de la coalition de l'Alliance nationale) étaient représentés dans le Parlement. Treize partis sont en lice.

Les élections sont dominées par les trois A, oligarques enrichis sur les

Élections législatives en Lettonie

Inscrits	1 542 700		
Votants	917 680	(59,5 %)	
Suffrages exprimés	916 469		
<i>Partis</i>	<i>voix</i>	<i>%</i>	<i>sièges</i>
Centre de l'harmonie (social-démocrate)	259 930	28,4 (+2,4)	31 (+2)
Parti de la réforme de Zatler	190 853	20,8 (+20,8)	22 (+22)
Unité	172 567	18,8 (-12,4)	20 (-13)
Alliance nationale	127 208	13,9 (+6,2)	14 (+6)
Union des Verts et des Fermiers	111 955	12,2 (-7,5)	13 (-9)
Premier Parti de Lettonie et Voie lettone	22 131	2,4 (-5,3)	0 (-8)
Pour les droits de l'homme dans une Lettonie unie	7 109	0,8	0
Autres	16 461	1,8	0

119

décombres du régime soviétique, Andris Skele, Ainars Slesers et Aivars Lembergs.

Le Centre de l'harmonie (sc), parti d'opposition pro-russe, très lié avec Vladimir Poutine, arrive en tête avec 28,37 % et 31 (+2) des 100 sièges, devant le Parti de la réforme de l'ancien président Zatler (PRZ), qui a 20,82 % et 22 sièges, Unité (v) du Premier ministre Dombrovskis, qui avec 18,8 % et 20 élus (-13), s'écroule, l'Alliance nationale-Tout pour la Lettonie avec 13,88 % et 14 élus et l'Union des Verts et des Fermiers (zss) avec 12,22 % et 12 élus (-9). Les autres partis, dont le Parti populaire (TP) de l'homme d'affaires et ancien Premier ministre (1995-1997 et 1999-2000) Andris Skele et Premier parti de Lettonie-Voie lettone (LPP-LC) de Ainars Slesers, n'atteignent pas le seuil de 5 %. La participation a été de 59,5 %.

LIBYE

Juillet-septembre 2011. **Situation politique.** Le 3 juillet, la Turquie reconnaît le Conseil national de transition.

Le 13 juillet, le Conseil de l'OTAN reçoit une délégation du CNT.

Le 15 juillet, réuni à Istanbul, le « groupe de contact » reconnaît le Conseil national de transition comme « autorité gouvernementale légitime ».

Le 27 juillet, la Grande-Bretagne reconnaît le Conseil national de transition comme seul « gouvernement légitime » de Libye.

Le 12 septembre, dans son premier discours public à Tripoli, le président du CNT Moustapha Abdeljalil affirme que l'islam serait « la principale source de la législation ». Les organisations onusiennes s'inquiètent de l'absence de femmes dans les instances et de la

non-prise en considération de l'égalité des sexes dans le projet de Constitution.

Amnesty International accuse le régime de Kadhafi de crimes contre l'humanité mais dénonce aussi les rebelles pour avoir aussi commis des crimes de guerre.

Le 16 septembre, l'Assemblée générale de l'ONU par 114 voix contre 17 décide de remettre au CNT le siège de la Libye.

Le 20 septembre l'Union africaine reconnaît le CNT.

MAN (ÎLE DE) [GB]

120 29 septembre 2011. **Élections législatives.** Le plus vieux Parlement du monde de façon continue, la Chambre des Clefs de l'île de Man, admettait pour la première fois les électeurs âgés de 16 ans. Des indépendants emportent 21 des 24 sièges et le Parti libéral Vannin 3.

MAROC

1^{er} juillet 2011. **Réforme constitutionnelle.** Plus de 98 % de Marocains approuvent la révision et la participation a été de 72,6 % malgré les appels au boycott lancés par les opposants au texte. Le roi a ainsi relégitimé son pouvoir. Cependant le Mouvement du 20 février veut poursuivre son action, mais il risque d'être dans une impasse.

Plusieurs milliers de personnes, dont des islamistes, manifestent le 10 juillet à l'appel du Mouvement du 20 février à Casablanca et Rabat.

Vote pour la révision de la Constitution

Votants	75,50 %
Suffrages exprimés	10 063 423
OUI	9 909 356
NON	154 067

NORVÈGE

22 juillet 2011. **Terrorisme. Extrême droite.** La Norvège est sous le choc après des actions terroristes d'un militant d'extrême droite, Anders Behring Breivik, 32 ans, qui, après avoir commis un attentat à la bombe avec un véhicule piégé dans le centre d'Oslo dans le quartier des ministères faisant au moins 7 morts et 15 blessés, s'est rendu sur l'île d'Utuya où se déroulait l'université d'été de l'AUF, association des jeunes sociaux-démocrates, tirant sur les participants et faisant 92 morts. Le meurtrier est arrêté deux heures après avoir fait régner la terreur et se rend sans résister.

Lors d'une comparution à huis clos le 25 juillet, Anders Breivik plaide non coupable.

On suit avec intérêt les élections locales du 12 septembre qui sont le premier scrutin depuis les attaques meurtrières de juillet. Dans vingt communes des jeunes de 16 et 17 ans vont voter dans le cadre d'une expérience. Un tel vote existe déjà en Autriche et dans divers Länder allemands, ainsi que dans l'île de Man.

Le Parti du progrès, extrême droite, perd 6 %, tombant à 11,5 % ; si le Parti social-démocrate progresse de 2 % atteignant 31,6 %, le grand vainqueur est le parti conservateur qui a un gain de 8,7 % avec 27,9 %. Si la participation a progressé, elle n'a pas marqué de sursaut particulier.

ONU

Juillet 2011. **Femmes.** Dans son premier rapport, l'ONU femmes dénonce le difficile accès à la justice pour les femmes victimes de viol.

PALESTINE

Juillet-septembre 2011. **État palestinien à l'ONU.** Après l'échec de la réunion du Quartette pour le Proche-Orient, le président Mahmoud Abbas et le négociateur Saeb Erakat estiment qu'il n'y a plus d'autre voie que la demande d'adhésion à l'ONU d'un État de Palestine.

Le chef de la Ligue arabe déclare que la Ligue portera l'adhésion de la Palestine à l'ONU.

Ban Ki-moon, le 18 septembre, dans une interview, soutient la création d'un État palestinien.

Le 21 septembre, à la tribune de l'ONU, le président Sarkozy propose un statut provisoire d'État observateur pour la Palestine, statut similaire à celui du Vatican (qui soutient la demande de Mahmoud Abbas, le Vatican entretenant des relations avec la Palestine depuis 2000) et qui serait accordé par l'Assemblée générale et non par le Conseil de Sécurité, et la relance des négociations.

Le 23 septembre, Mahmoud Abbas officialise devant l'assemblée générale des Nations unies la demande de la Palestine d'être reconnu comme le 194^e État. À son retour à Ramallah le 25 septembre, Mahmoud Abbas est accueilli en héros.

RUSSIE

Juillet 2011. **Candidatures.** Vladimir Poutine crée le Front populaire panrusse (FPP) pour former une vaste coalition électorale. Cela pourrait rappeler le Bloc des communistes et sans parti créé en 1937... Cela doit permettre au parti Russie unie de masquer les critiques dont il est l'objet.

Mikhaïl Prokhorov, 46 ans, milliardaire, troisième fortune de Russie, est évincé du parti Juste Cause qu'il dirigeait, sous la pression du pouvoir, ce qui

l'empêche de se présenter à l'élection présidentielle.

Vladimir Poutine annonce sa candidature le 24 septembre. Dmitri Medvedev, en cas de victoire, deviendrait Premier ministre.

Le ministre des Finances, Alexeï Koudrine, qui avait déclaré qu'il refuserait de participer à un nouveau gouvernement sous la direction de Medvedev, est contraint à la démission le 26 septembre. Il est remplacé le lendemain par Anton Siluanov qui assure l'intérim.

SUD-SOUDAN

9 juillet 2011. **Indépendance.** Le 54^e État africain devient indépendant. Le Sud-Soudan (644 329 km² et 8,26 millions d'habitants, avec la moitié de la population sous le seuil de pauvreté) devient indépendant en se détachant du Soudan qui avait accédé à l'indépendance le 1^{er} janvier 1956 après avoir été un condominium anglo-égyptien en 1899. La guerre civile qui avait débuté en 1955 va se poursuivre jusqu'à la signature d'accords à Addis-Abeba en 1972. Une seconde guerre civile commence en 1983, pour aboutir à un accord de paix le 9 janvier 2005 mettant un terme aux combats, établissant une autonomie du Sud-Soudan, encadrant le partage des revenus pétroliers et prévoyant un référendum qui s'est tenu du 9 au 16 janvier 2011 et a conduit à un oui massif pour l'indépendance.

Des questions restent en suspens comme la délimitation frontalière et le partage des revenus du pétrole. La zone d'Abyei est l'objet d'affrontements armés.

Salva Kiir devient président.

Une mission de l'ONU est créée par le Conseil de sécurité le 9 juillet pour assister le nouvel État. Elle sera dirigée

par la Norvégienne Hilde Johnson, directrice adjointe de l'UNICEF.

SYRIE

Juillet-septembre 2011. **Situation politique.** Malgré la répression, jamais un Vendredi de la colère n'a mobilisé autant de monde que le 1^{er} juillet. Ils sont 500 000 à défiler à Hama. Le gouverneur est limogé le 2 juillet.

Le 11 juillet les autorités laissent des « manifestants » attaquer les représentations française et américaine. Le Quai d'Orsay convoque l'ambassadrice syrienne pour protester contre cette violation de la Convention de Vienne de 1961. Le 12 juillet le Conseil de sécurité condamne ces attaques.

Fin août, l'ambassadeur américain Robert Ford est pris à partie par des fidèles du président Assad à l'occasion d'un *sit-in* d'opposants auquel il assistait.

Dans toute la Syrie ce sont plus d'un million de personnes qui bravent les forces de sécurité le 15 juillet.

Une conférence de salut national réunit simultanément à Istanbul et Damas des opposants et militants le 16 juillet.

Dans la nuit du 16 au 17 juillet des affrontements entre partisans du régime et adversaires font plus de 30 morts.

150 personnes sont arrêtées à Homs le 21 juillet.

Le 25 juillet, le gouvernement adopte un projet de loi autorisant le multipartisme pour « permettre l'alternance ». C'est une revendication essentielle de l'opposition face à un Baas au pouvoir depuis 1963.

Au moins une centaine de personnes sont tuées le 31 juillet lors d'une vaste offensive de l'armée à Hama. L'ensemble des attaques, ce 31 juillet, a fait plus de 121 morts.

Le 3 août, le Conseil de sécurité con-

damne enfin la répression sans ouvrir pour autant une enquête.

Le 4 août, le président Al-Assad promulgue un décret instaurant le multipartisme. Mais les obstacles à la création sont nombreux. Le parti ne doit avoir aucune base religieuse ni tribale et le financement doit être contrôlé par l'État. Le rôle dirigeant du parti Baas n'est pas remis en cause. Ces conditions sont inacceptables pour les manifestants.

Pour la première fois, le 18 août, Barack Obama appelle le président Al-Assad à se retirer du pouvoir, suivi par la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne.

Le 21 août, le président Al-Assad dans un entretien télévisé met en garde contre toute intervention étrangère et annonce des élections législatives en février.

Le 22 août, le Conseil des droits de l'homme de l'ONU dénonce la poursuite de la répression. Le haut-commissaire des Nations unies aux Droits de l'Homme, Navanethem Pillay, estime qu'il a des « preuves » de « crimes contre l'humanité » en Syrie.

Des divisions minent l'opposition entre islamistes, jeunes démocrates et libéraux, d'une part, et opposants de longue date, d'autre part. Ils s'opposent sur la mise en place d'un « conseil national ».

Le 2 septembre, les ministres des Affaires étrangères de l'UE réunis en Pologne adoptent le sixième train de sanctions contre la Syrie. Elle décide un embargo sur les exportations de pétrole syrien.

Le 12 septembre, le haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme estime à 2 600 le nombre de morts.

Le 15 septembre, un « conseil national » est formé.

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

25 août 2011. **Église et État.** Après plus de vingt ans de difficiles tractations, le gouvernement et les Églises tchèques parviennent à un accord. L'État devra restituer 56 % des propriétés confisquées pour une valeur de plus de 3 milliards d'euros et verser des dédommagements financiers s'élevant à 2,4 milliards d'euros auxquels s'ajoutent les intérêts.

Le projet devra être soumis au Parlement. Si les deux principaux partis de la coalition approuvent, le troisième, Affaires publiques, reste réservé. 80 % des biens reviendront à l'Église catholique alors que 98 % des biens immobiliers confisqués lui appartenaient.

THAÏLANDE

3 juillet 2011. **Élections législatives.** Yingluck Shinawatra, 44 ans, sœur de l'ex-Premier ministre en exil, est désignée candidate du Puea Thai (Pour les Thaïlandais), principal parti d'opposition. Elle affronte Abhisit Vejjajiva, Premier ministre et leader du Parti démocrate.

Yingluck Shinawarra remporte une imposante victoire. Son parti, Puea Thai, obtient 48,8 % des voix et 265 sièges sur 500. Le Parti démocrate du Premier ministre Abhisit Vejjajiva n'obtient avec 35,2 % que 159 sièges et Bhumjai Thai avec 3,9 % a 14 élus.

C'est une revanche pour Thaksin Shinawatra, Premier ministre chassé du pouvoir en 2006.

5 août 2011. **Premier ministre.** Yingluck Shinawatra, 44 ans, sœur de l'ancien Premier ministre Thaksin Shinawatra, qui a été Premier ministre de 2001 à 2005, actuellement en exil à Dubaï pour échapper à sa condamnation pour malversations financières, est élue

Premier ministre avec 296 voix contre 3 et 197 abstentions.

UNION EUROPÉENNE

Juillet-septembre 2011. **Euro. Grèce.** Les chefs d'État et de gouvernement se réunissent le 21 juillet pour sauver la Grèce de la faillite. Ils décident une réduction de la dette grecque mettant les banques à contribution.

La réunion est précédée d'une longue rencontre de plus de sept heures entre Nicolas Sarkozy et Angela Merkel se terminant dans la nuit du 20 au 21 juillet, au cours de laquelle on parvient *in extremis* à un accord. Ils s'entendent sur la reconnaissance d'un « défaut sélectif » de la Grèce et une participation du secteur privé. Chypre pourrait être le prochain État menacé.

En achetant des obligations italiennes et espagnoles, la Banque centrale européenne essaie de freiner l'inquiétude des marchés.

Le 16 août se tient un sommet franco-allemand à l'Élysée. La création d'un gouvernement de la zone euro et l'instauration d'une règle d'or (elle est approuvée dès le 7 septembre par l'Espagne) sont proposées, mais la création d'eurobonds et la décision de relever le plafond du FESF, seules mesures qui auraient peut-être permis de calmer les marchés financiers, sont renvoyées à plus tard. La coalition allemande est divisée sur la question des eurobonds. L'Allemagne juge le prix des euro-obligations trop élevé.

Réunis à Wroclaw du 15 au 17 septembre, les ministres des Finances de l'Eurogroupe étalent leurs divergences et accroissent les inquiétudes.

De nombreux parlementaires européens critiquent l'inaction du président de la Commission.

23 septembre 2011. **Procédure pénale.**

Les ministres de la Justice des 27 examinent une proposition de directive sur le droit d'accès à un avocat pendant les procédures pénales et le droit des détenus de communiquer après leur arrestation. Il s'agirait d'unifier les procédures au niveau européen et d'améliorer la protection des justiciables lorsqu'ils sont accusés d'un crime dans un autre État. Il s'agit notamment d'avoir accès à un

avocat dès le début des interrogatoires. Le suspect pourrait également communiquer avec sa famille ou son employeur pour les informer de son arrestation. La proposition rencontre l'hostilité de la France, du Royaume-Uni, des Pays-Bas et de la Belgique qui estiment que la proposition menace le bon déroulement des enquêtes. Le Conseil des barreaux européens conteste les objections de Paris.